



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

**Documents transmis par les institutions européennes
aux parlements nationaux du 27 octobre au 14 décembre 2018**

Proposition de classement (tableau synoptique)
Résumés des documents méritant un examen détaillé

**Tableau préparé en vue de la réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la
Coopération et de l'Immigration du 17 décembre 2018.**

A. Documents soumis au contrôle du respect du principe de subsidiarité

Documents de la Commission

Doc.numéro	Intitulé	Catégorie*	Commission à saisir	Date début du délai des huit semaines	Date d'expiration	Remarques
COM(2018)826 COM(2018)826-2	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la conclusion d'un protocole entre l'Union européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège à l'accord entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège relatif aux critères et aux mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre, en Islande ou en Norvège, concernant l'accès à Eurodac à des fins répressives Annexe	A		Pas encore communiquée	Pas encore communiquée	
COM(2018)821	Proposition de RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 282/2011 en ce qui concerne les livraisons de biens ou les prestations de services facilitées par des interfaces électroniques et les régimes particuliers applicables aux assujettis qui fournissent des services à des personnes non assujetties, effectuent des ventes à distance de biens et certaines livraisons intérieures de biens	B	Commission des Finances et du Budget	Pas encore communiquée	Pas encore communiquée	
COM(2018)819	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 en ce qui concerne les dispositions relatives aux ventes à distance de biens et à certaines livraisons intérieures de biens	B	Commission des Finances et du Budget	12.12.2018	06.02.2019	

COM(2018)817	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne certaines règles en matière de paiements directs et de soutien au développement rural pour les années 2019 et 2020	B	Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	10.12.2018	04.02.2019	
COM(2018)813	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement	B	Commission des Finances et du Budget	13.12.2018	07.02.2019	
SWD(2018)487 SWD(2018)488	COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT					
COM(2018)812	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement	A		13.12.2018	07.02.2019	
SWD(2018)487 SWD(2018)488	COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT					
COM(2018)744	Proposition de DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL adaptant la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique [telle que modifiée par la directive 2018/XXX/UE] et le règlement(UE) 2018/XXX du Parlement européen et du Conseil [gouvernance de l'union de l'énergie] en raison du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne	A		26.11.2018	21.01.2019	

(*) Catégorie A : sans intérêt particulier pour le Luxembourg ; catégorie B : méritant un examen plus détaillé

B. Documents soumis au contrôle politique

Documents de la Commission

Doc.numéro	Intitulé	Catégorie	Commission à saisir	Remarques
COM(2018)799	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la signature, au nom de l'Union, de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la République de Serbie en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie	A		
COM(2018)799-2	Annexe			
COM(2018)822	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL concernant la mise en œuvre du règlement (UE) n°531/2012 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2012 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union, tel que modifié par le règlement (UE) 2015/2120 et le règlement (UE) 2017/920	A		
COM(2018)901	Proposition de DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à la mobilisation de l'instrument de flexibilité aux fins du financement de mesures budgétaires immédiates pour faire face aux défis actuels liés à la migration, à l'afflux de réfugiés et aux menaces pesant sur la sécurité	A		
COM(2018)900	Deuxième PROJET de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2019 INTRODUCTION GÉNÉRALE	A		

COM(2018)880	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, À LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, AU COMITÉ DES RÉGIONS ET À LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT Préparatifs en vue du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 30 mars 2019 : plan d'action d'urgence	A		
COM(2018)880-2	Annexe			
COM(2018)851	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur les progrès réalisés par la Roumanie au titre du mécanisme de coopération et de vérification	A		
SWD(2018)551	Commission Staff Working Document			
COM(2018)846	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL ET AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN Deuxième plan d'action pour lutter contre le commerce illicite du tabac 2018-2022	A		
COM(2018)846-2	Annexe			
COM(2018)841	Note verbale relative à l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique	A		
COM(2018)838	COMMUNICATION DE LA COMMISSION concernant les lignes directrices aux autorités réglementaires nationales relatives à la transparence et à l'évaluation des tarifs de	A		

COM(2018)838-2	livraison transfrontière de colis conformément au règlement (UE) 2018/644 et au règlement d'exécution (UE) 2018/1263 de la Commission Annexe			
COM(2018)834	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la conclusion de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique	A		
COM(2018)833 COM(2018)833-2	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la signature, au nom de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique Annexe	A		
COM(2018)832 COM(2018)832-2	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du comité mixte institué conformément à l'article 41, paragraphe 1, de l'accord entre l'Union européenne et le Royaume de Norvège en ce qui concerne la coopération administrative, la lutte contre la fraude et le recouvrement de créances dans le domaine de la taxe sur la valeur ajoutée Annexe	A		
COM(2018)831	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la signature, au nom de l'Union européenne, d'un protocole entre l'Union européenne, la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relatif aux critères et aux	A		

	mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre ou en Suisse, concernant l'accès à Eurodac à des fins répressives			
COM(2018)828	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la conclusion d'un protocole entre l'Union européenne, la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse relatif aux critères et aux mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre ou en Suisse, concernant l'accès à Eurodac à des fins répressives Annexe - COM(2018)828-2	A		
COM(2018)827	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la signature, au nom de l'Union européenne, d'un protocole entre l'Union européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège à l'accord entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège relatif aux critères et aux mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre, en Islande ou en Norvège, concernant l'accès à Eurodac à des fins répressives	A		
COM(2018)825 COM(2018)825-2	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL modifiant la décision No 940/2014/UE en ce qui concerne les produits pouvant bénéficier d'une exonération ou d'une réduction de l'octroi de mer Annexe	A		
COM(2018)824	RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL relatif au régime de l'impôt « octroi de mer » appliqué dans les régions	A		

	ultrapériphériques françaises (présenté par la Commission en application de l'article 3 de la décision du Conseil 940/2014/UE du 17 décembre 2014)			
COM(2018)818 SWD(2018)489	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Mise en œuvre du troisième programme d'action de l'Union dans le domaine de la santé en 2015 Commission Staff Working Document	A		
COM(2018)815	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Rapport final présenté au titre de l'article 4 de la décision n° 562/2014/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant la participation de l'Union européenne à l'augmentation de capital du Fonds européen d'investissement	A		
COM(2018)814	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN ET AU CONSEIL Vers la conclusion rapide d'un accord sur un budget à long terme pour les priorités de l'Europe Contribution de la Commission européenne à la réunion du Conseil européen des 13 et 14 Décembre 2018	A		
COM(2018)811	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie de l'UE pour les forêts «Une nouvelle stratégie de l'UE pour les forêts et le secteur forestier»	A		
COM(2018)809	RAPPORT DE LA COMMISSION Italie	A		

	Rapport établi conformément à l'article 126, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne			
COM(2018)808	COMMUNICATION DE LA COMMISSION Surveillance renforcée – Grèce, novembre 2018	A		
SWD(2018)508	Commission Staff Working Document			
COM(2018)807	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL ET À LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE Projets de plans budgétaires 2019: évaluation globale	A		
COM(2018)807-2	Annexe			
COM(2018)806	Recommandation de DÉCISION DU CONSEIL établissant qu'aucune action suivie d'effets n'a été engagée par la Hongrie en réponse à la recommandation du Conseil du 22 juin 2018	A		
SWD(2018)504	Commission Staff Working Document			
COM(2018)805	Recommandation de RECOMMANDATION DU CONSEIL visant à corriger l'écart important observé par rapport à la trajectoire d'ajustement en vue de la réalisation de l'objectif budgétaire à moyen terme en Hongrie	A		
COM(2018)804	RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL Rapport de la Commission au Conseil relatif à la mission de surveillance renforcée menée les 18 et 19 septembre 2018 en Hongrie conformément à l'article -11, paragraphe2, du règlement (CE) n° 1466/97	A		
COM(2018)803	Recommandation de DÉCISION DU CONSEIL établissant qu'aucune action suivie d'effets n'a été engagée par la Roumanie en réponse à la recommandation du Conseil du 22	A		

SWD(2018)503	juin 2018 Commission Staff Working Document			
COM(2018)802	Recommandation de RECOMMANDATION DU CONSEIL visant à corriger l'écart important observé par rapport à la trajectoire d'ajustement en vue de la réalisation de l'objectif budgétaire à moyen terme en Roumanie	A		
COM(2018)801	RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL Rapport de la Commission au Conseil relatif à la mission de surveillance renforcée menée les 27 et 28 septembre 2018 en Roumanie conformément à l'article -11, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1466/97	A		
COM(2018)800 COM(2018)800-2	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Programme de travail de la Commission pour 2019 Tenir nos engagements et préparer l'avenir Annexe	B	Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile	
COM(2018)798 COM(2018)798-2	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN ET AU CONSEIL GÉRER LA MIGRATION SOUS TOUS SES ASPECTS:PROGRÈS RÉALISÉS DANS LE CADRE DE L'AGENDA EUROPÉEN EN MATIÈRE DE MIGRATION Annexe	A		
COM(2018)797	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la conclusion de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la République de Serbie en ce qui concerne les actions	A		

COM(2018)797-2	menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République de Serbie Annexe			
COM(2018)796	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPEEN (SOMMET EURO), AU CONSEIL, À LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Vers un renforcement du rôle international de l'euro	A		
COM(2018)795 COM(2018)795-2	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Un plan coordonné dans le domaine de l'intelligence artificielle Annexe	A		
COM(2018)794	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS sur la mise en œuvre de la communication «Lutter contre la désinformation en ligne: une approche européenne»	A		
COM(2018)793 COM(2018)793-2	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du comité de direction régional de la Communauté des transports en ce qui concerne certaines questions budgétaires et de personnel en lien avec la mise en œuvre du traité instituant la Communauté des transports Annexe	A		

COM(2018)792	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à prendre au nom de l'Union au sein du conseil ministériel de la Communauté de l'énergie en ce qui concerne la prolongation du mandat du directeur du secrétariat de la Communauté de l'énergie	A		
COM(2018)792-2	Annexe			
COM(2018)791	Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 1387/2013 portant suspension des droits autonomes du tarif douanier commun sur certains produits agricoles et industriels	B	Commission des Finances et du Budget	La proposition relève de la compétence exclusive de l'Union. Le principe de subsidiarité ne s'applique donc pas.
COM(2018)791-2	Annexe			
COM(2018)790	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL concernant la mise en œuvre du cadre commun de suivi et d'évaluation et les premiers résultats relatifs à l'efficacité de la politique agricole commune	A		
COM(2018)789	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL ET AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN sur la mise en œuvre de la directive 2014/54/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs	A		
COM(2018)788	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Rapport intermédiaire conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1144/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à des actions d'information et de promotion concernant les produits agricoles réalisées sur le marché intérieur et dans les pays	A		

SWD(2018)482	tiers et abrogeant le règlement (CE) n° 3/2008 du Conseil Commission Staff Working Document			
COM(2018)787 COM(2018)787-2	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur les dernières évolutions relatives aux pièces libellées en euros Annexe	A		
COM(2018)786 COM(2018)786-2	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité mixte de l'EEE en ce qui concerne une modification de l'annexe IX (Services financiers) de l'accord EEE [Règlement sur les dépositaires centraux de titres (DCT)] Annexe	A		
COM(2018)785 SWD(2018)785	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Rapport sur l'évaluation du cadre de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms pour la période allant jusqu'à 2020 Commission Staff Working Document	A		
COM(2018)784	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part	A		

COM(2018)783	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL arrétant la composition du Comité économique et social européen	A		
COM(2018)782	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL arrétant la composition du Comité des régions	A		
COM(2018)781	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL concernant les informations relatives à l'incidence budgétaire de l'actualisation annuelle 2018 des rémunérations et pensions des fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne ainsi que des coefficients correcteurs dont celles-ci sont affectées	A		
COM(2018)781-2	Annexe			
COM(2018)779	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL relatif aux dépenses du FEAGA Système d'alerte précoce n° 7-10/2018	A		
COM(2018)779-2	Annexe			
COM(2018)778	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL concernant l'exercice du pouvoir d'adopter des actes délégués conféré à la Commission par le règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne («règlement FLEGT»)	A		
COM(2018)777	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Deuxième rapport sur les progrès réalisés dans la lutte contre la traite des êtres humains (2018) établi conformément à l'article 20 de la directive 2011/36/UE concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes	A		

SWD(2018)473	Commission Staff Working Document			
COM(2018)776	Recommandation de DÉCISION DU CONSEIL autorisant l'ouverture de négociations en vue d'un accord entre l'Union européenne et chacun des pays du sud relevant de la politique européenne de voisinage aux fins de convenir des modalités et conditions de l'extension de la fourniture du système européen de navigation par recouvrement géostationnaire (EGNOS) dans le contexte de la politique européenne de voisinage	A		
COM(2018)776-2	Annexe			
COM(2018)774	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Rapport annuel sur les politiques de l'Union européenne en matière d'aide humanitaire et leur mise en œuvre en 2017	A		
COM(2018)773	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ DES RÉGIONS, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET À LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT Une planète propre pour tous Une vision européenne stratégique à long terme pour une économie prospère, moderne, compétitive et neutre pour le climat	A		
COM(2018)772	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Le marché unique dans un monde qui change Un atout sans égal nécessitant une volonté politique	A		

COM(2018)772-2	renouvelée Annexe			
COM(2018)771 COM(2018)771-2	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, À LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, AU COMITÉ DES RÉGIONS ET À LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT POUR L'EUROPE Plan d'investissement pour l'Europe : premier bilan et prochaines étapes Annexe	A		
COM(2018)770	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, À LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, AU COMITÉ DES RÉGIONS ET À LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT Examen annuel de la croissance 2019 Pour une Europe plus forte dans un contexte d'incertitude à l'échelle mondiale	A		
COM(2018)769	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur la mise en œuvre de la décision n° 1608/2003/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux statistiques de la science et de la technologie	A		
COM(2018)768	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur l'adéquation de l'indice des prix des logements occupés par leur propriétaire (LOP) en vue de son inclusion dans la couverture de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	A		

COM(2018)767	<p>COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, À LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS</p> <p>Union des marchés des capitaux : il est temps de redoubler d'efforts pour tenir les engagements pris en faveur de l'investissement, de la croissance et d'un renforcement du rôle de l'euro</p>	B	Commission des Finances et du Budget	
COM(2018)767-2	Annexe			
COM(2018)766	<p>COMMUNICATION DE LA COMMISSION COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL ET À LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE</p> <p>Troisième rapport d'étape sur les progrès accomplis dans la réduction des prêts non performants et la poursuite de la réduction des risques au sein de l'union bancaire</p>	A		
COM(2018)765	<p>Recommandation de DÉCISION DU CONSEIL autorisant l'ouverture de négociations d'un accord modifiant le contingent tarifaire existant pour la viande de volaille et les préparations à base de viande de volaille et modifiant le régime tarifaire existant pour les autres morceaux de viande de volaille, figurant dans l'annexe I-A relative au chapitre 1 de l'accord d'association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part</p>	A		
COM(2018)765-2	Annexe			
COM(2018)764	<p>COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL ET AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN</p> <p>Normes harmonisées : renforcer la transparence et la sécurité juridique pour un marché unique pleinement opérationnel</p>	A		

COM(2018)762	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur la mise en œuvre du règlement (CE) n° 1013/2006 concernant les transferts de déchets Production, traitement et transfert de déchets dangereux et autres déchets dans les États membres de l'Union européenne au cours de la période 2013-2015 ; exercice du pouvoir d'adopter des actes délégués	A		
SWD(2018)468-1 SWD(2018)468-2	Commission Staff Working Document Commission Staff Working Document			
COM(2018)761	PROJET DE RAPPORT CONJOINT SUR L'EMPLOI DE LA COMMISSION ET DU CONSEIL accompagnant la communication de la Commission sur l'examen annuel de la croissance 2019	A		
COM(2018)759	Recommandation de RECOMMANDATION DU CONSEIL concernant la politique économique de la zone euro	A		
SWD(2018)467	Commission Staff Working Document			
COM(2018)758	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, À LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE ET AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN Rapport 2019 sur le mécanisme d'alerte (établi conformément aux articles 3 et 4 du règlement (UE) n° 1176/2011 sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques)	A		
SWD(2018)466	Commission Staff Working Document			

COM(2018)757	RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPÉEN sur le développement des protéines végétales dans l'Union européenne	A		
COM(2018)755 SWD(2018)465	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Rapport de suivi annuel concernant la mise en œuvre du programme d'appui à la réforme structurelle pour l'année 2017 Commission Staff Working Document	A		
COM(2018)754	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL concernant l'exercice du pouvoir d'adopter des actes délégués conféré à la Commission en vertu du règlement (CE) n° 638/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires des échanges de biens entre États membres	A		
COM(2018)753 COM(2018)753-2	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne à la conférence des parties à la convention de Rotterdam, au sujet des procédures de vérification de la conformité Annexe	A		
COM(2018)750	Proposition de DÉCISION D'EXÉCUTION DU CONSEIL modifiant la décision 2009/791/CE autorisant l'Allemagne à proroger l'application d'une mesure dérogeant aux articles 168 et 168 bis de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée	A		
COM(2018)749	Proposition de DÉCISION D'EXÉCUTION DU CONSEIL modifiant la décision d'exécution 2013/53/UE du Conseil autorisant le Royaume de Belgique à introduire une mesure	A		

	particulière dérogatoire à l'article 285 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée			
COM(2018)746	Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 1388/2013 portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires autonomes de l'Union pour certains produits agricoles et industriels	A		
COM(2018)746-2	Annexe			
COM(2018)739	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Révision du règlement (CE) n° 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif aux produits cosmétiques en ce qui concerne les substances présentant des propriétés perturbant le système endocrinien	A		
COM(2018)735	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur l'exercice de la délégation conférée à la Commission conformément au règlement(CE) n° 443/2009 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les voitures particulières neuves dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO2 des véhicules légers	A		
COM(2018)734	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Vers un cadre complet de l'Union européenne en matière de perturbateurs endocriniens	A		
COM(2018)733	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec	A		

<p>Annexes:</p> <p>COM(2018)733-2</p> <p>COM(2018)733-3</p> <p>COM(2018)733-4</p> <p>COM(2018)733-5</p> <p>COM(2018)733-6</p> <p>COM(2018)733-7</p> <p>COM(2018)733-8</p> <p>COM(2018)733-9</p> <p>COM(2018)733-10</p> <p>COM(2018)733-11</p> <p>COM(2018)733-12</p> <p>COM(2018)733-13</p> <p>COM(2018)733-14</p> <p>COM(2018)733-15</p> <p>COM(2018)733-16</p> <p>COM(2018)733-17</p> <p>COM(2018)733-18</p>	<p>l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taïpei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis concernant les ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne</p>			
<p>COM(2018)732</p> <p>COM(2018)732-2</p> <p>COM(2018)732-3</p>	<p>Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL établissant, pour 2019, les possibilités de pêche pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques, applicables dans les eaux de l'Union et, pour les navires de pêche de l'Union, dans certaines eaux n'appartenant pas à l'Union</p> <p>Annexe 1</p> <p>Annexe 2</p>	A		
<p>COM(2018)730</p> <p>COM(2018)730-2</p>	<p>Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du comité «Commerce et développement» établi dans le cadre de l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, pour ce qui est de l'adoption de la liste des arbitres</p> <p>Annexe</p>	A		

COM(2018)729	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du conseil conjoint établi dans le cadre de l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, pour ce qui est de l'adoption du règlement intérieur régissant la prévention et le règlement des différends et du code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs	A		
COM(2018)729-2	Annexe			
COM(2018)728	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS sur la mise en œuvre des accords de libre-échange 1er janvier 2017 - 31 décembre 2017	A		
SWD(2018)454	Commission Staff Working Document			
COM(2018)727	Proposition de DÉCISION D'EXÉCUTION DU CONSEIL modifiant la décision d'exécution 2010/99/UE autorisant la République de Lituanie à proroger l'application d'une mesure dérogeant à l'article 193 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée	A		
COM(2018)726	Proposition de DÉCISION D'EXÉCUTION DU CONSEIL autorisant la Croatie à introduire une mesure particulière dérogatoire à l'article 26, paragraphe 1, point a), et à l'article 168 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée	A		
COM(2018)725	Proposition de DÉCISION D'EXÉCUTION DU CONSEIL	A		

	modifiant la décision d'exécution 2009/1008/UE autorisant la République de Lettonie à proroger l'application d'une mesure dérogeant à l'article 193 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée			
COM(2018)724 COM(2018)724-2	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du conseil conjoint établi dans le cadre de l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, pour ce qui est de l'adoption du règlement intérieur du conseil conjoint et du règlement intérieur du comité «Commerce et développement» Annexe	A		
COM(2018)721	Proposition de DÉCISION D'EXÉCUTION DU CONSEIL modifiant la décision d'exécution (UE) 2015/2429 autorisant la Lettonie à introduire une mesure particulière dérogatoire à l'article 26, paragraphe 1, point a), et aux articles 168 et 168 bis de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée	A		
COM(2018)717	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à prendre, au nom de l'Union, lors de la septième session de la réunion des parties à l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, en ce qui concerne certains amendements à son annexe 3	A		
COM(2018)716	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL L'UE et l'accord de Paris sur le climat: bilan des progrès réalisés à la COP de Katowice[en application de l'article 21 du règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des	A		

SWD(2018)453-1 SWD(2018)453-2 SWD(2018)453-3 SWD(2018)453-4 SWD(2018)453-5 SWD(2018)453-6	émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration, au niveau national et au niveau de l'Union, d'autres informations ayant trait au changement climatique et abrogeant la décision n° 280/2004/CE] Commission Staff Working Document Commission Staff Working Document Commission Staff Working Document Commission Staff Working Document Commission Staff Working Document Commission Staff Working Document			
COM(2018)714	Proposition de DÉCISION D'EXÉCUTION DU CONSEIL autorisant les Pays-Bas à introduire une mesure particulière dérogatoire à l'article 285 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée	A		
COM(2018)713	Proposition de DÉCISION D'EXÉCUTION DU CONSEIL modifiant la décision 2009/790/CE autorisant la République de Pologne à appliquer une mesure dérogatoire à l'article 287 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée	A		
COM(2018)709	LETTRE RECTIFICATIVE N° 1 AU PROJET DE BUDGET GÉNÉRAL POUR L'EXERCICE 2019Actualisation de l'estimation des besoins pour les dépenses agricoles Incidence d'accords sur des propositions de la Commission et de nouvelles initiatives Ajustements fondés sur l'évolution récente Corrections techniques	A		
COM(2018)708	Proposition de DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à la mobilisation de l'instrument de flexibilité aux fins du financement de mesures budgétaires immédiates pour faire face aux défis actuels liés à la	A		

	migration, à l'afflux de réfugiés et aux menaces pesant sur la sécurité			
COM(2018)706 SWD(2018)450	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL L'application des règles de concurrence de l'Union au secteur agricole Commission Staff Working Document	B	Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	
COM(2018)703 COM(2018)703-2	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Les principes de subsidiarité et de proportionnalité : renforcer leur rôle dans l'élaboration des politiques de l'Union Annexe	B	Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile	
COM(2018)691	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République socialiste du Viêt Nam	A		
COM(2018)666	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL conformément à l'article 395 de la directive 2006/112/CE du Conseil	A		
COM(2018)664 COM(2018)664-2	Proposition de DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à adopter, au nom de l'Union européenne, au sein du groupe d'experts sur l'accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe Annexe	A		

C(2018)8111	RECOMMANDATION DE LA COMMISSION du 5.12.2018 relative au rôle international de l'euro dans le domaine de l'énergie	A		
SWD(2018)483	Commission Staff Working Document			

Documents de la Commission Européenne et Conseil de l'UE

Doc.numéro	Intitulé	Catégorie	Commission à saisir	Remarques
JOIN(2018)36	COMMUNICATION CONJOINTE AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Plan d'action contre la désinformation	A		
JOIN(2018)35	Proposition conjointe de DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, au sujet de la prolongation pour deux ans des priorités du partenariat UE-Jordanie	A		
JOIN(2018)35-2	Annexe			
JOIN(2018)29	Proposition conjointe de DÉCISION DU CONSEIL sur la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein du conseil de partenariat institué par l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, concernant l'adoption de décisions relatives aux règlements intérieurs du conseil de partenariat, du comité de partenariat, des sous-comités ou de tout autre organe spécialisé	A		
JOIN(2018)29-2	Annexe			
JOIN(2018)28	COMMUNICATION CONJOINTE AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Éléments d'une stratégie de l'UE pour l'Inde	B	Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de	

			l'Immigration et de l'Asile	
JOIN(2018)22	Proposition conjointe de RÈGLEMENT DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) 2015/735 du Conseil concernant des mesures restrictives eu égard à la situation au Soudan du Sud	A		

C. Résumés

COM(2018)900	Deuxième PROJET de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2019 INTRODUCTION GÉNÉRALE
---------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------

Le 21 juin 2018, la Commission a transmis le projet de budget pour l'exercice 2019 dans toutes les langues officielles. Le 4 septembre 2018, le Conseil a achevé sa lecture du projet de budget et, le 25 octobre 2018, le Parlement européen a adopté sa lecture. Le 16 octobre, la Commission a transmis la lettre rectificative n° 1/2019 contenant les estimations actualisées pour l'exercice 2019. Comme le Parlement européen a adopté des amendements au projet de budget qui n'ont pas été acceptés par le Conseil, le comité de conciliation a été convoqué, conformément aux dispositions de l'article 314, paragraphe 4, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

Le comité de conciliation s'est réuni pendant une période de vingt et un jours, entre le 30 octobre et le 19 novembre 2018. Bien que des progrès notables aient été accomplis au cours des discussions, il n'a pas été possible de rapprocher les positions du Parlement européen et du Conseil pendant cette période, notamment en ce qui concerne l'application du nouvel article 15, paragraphe 3, du règlement financier, qui porte sur la reconstitution de crédits correspondant à des dégagements pour des projets de recherche. En revanche, le Parlement européen et le Conseil ont tous deux approuvé le projet de budget rectificatif n° 6/2018.

COM(2018)880	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, À LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, AU COMITÉ DES RÉGIONS ET À LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT Préparatifs en vue du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 30 mars 2019 : plan d'action d'urgence
---------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Le Royaume-Uni a décidé de quitter l'Union européenne en recourant à la procédure prévue à l'article 50 du traité sur l'Union européenne. La Commission regrette cette décision, mais elle la respecte.

Le 30 mars 2019, le Royaume-Uni deviendra un pays tiers. L'ensemble du droit primaire et du droit dérivé de l'Union cessera de s'appliquer au Royaume-Uni à partir de cette date, à moins qu'un accord de retrait ratifié fixe une date différente.

Ainsi que la Commission l'a souligné dans sa première communication sur la préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne du 19 juillet 2018, quel que soit le scénario envisagé, le choix du Royaume-Uni provoquera des perturbations importantes. Aussi la Commission a-t-elle régulièrement appelé les citoyens, les entreprises et les États membres de l'Union à se préparer à tous les scénarios possibles, à évaluer les risques qui se présentent et à prévoir la manière d'y réagir afin de les atténuer. Le 29 juin 2018, le Conseil européen a à nouveau invité les États membres, les institutions de l'Union et toutes les parties prenantes à intensifier leurs travaux pour se préparer, à tous les niveaux, à tout ce qui adviendra.

La présente communication constitue la réponse à cet appel et met l'accent sur un scénario sans accord. Elle dégage les domaines et les actions clés, ainsi qu'une structure pour les discussions et la coordination entre les États membres, entre novembre 2018 et le 29 mars 2019.

L'Union européenne et le Royaume-Uni négocient un accord de retrait depuis mai 2017. Les négociateurs ont progressé dans la rédaction d'un document juridique, notamment sur les modalités d'une période transitoire s'étendant jusqu'au 31 décembre 2020, et ces progrès ont été rendus publics le 19 mars 2018. De nouveaux progrès ont été annoncés dans une déclaration commune de la Commission et des négociateurs britanniques le 19 juin 2018. Le 17 octobre 2018, le Conseil européen (article 50) a appelé la Commission, en tant que négociateur de l'Union, à poursuivre ses efforts pour parvenir à un accord conforme aux orientations du Conseil européen convenues précédemment. Ces négociations se poursuivent et la Commission, en sa qualité de négociateur

de l'Union, reste déterminée à parvenir à un accord en vue d'un retrait ordonné. Bien que des progrès aient été enregistrés sur de nombreux points, et malgré les efforts considérables qui sont déployés et les négociations intenses qui sont menées, certains éléments de désaccord persistent. De surcroît, trouver un accord avec le gouvernement britannique ne constitue pas une garantie que le Royaume-Uni ratifiera l'accord de retrait d'ici au 29 mars 2019.

COM(2018)821	Proposition de RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 282/2011 en ce qui concerne les livraisons de biens ou les prestations de services facilitées par des interfaces électroniques et les régimes particuliers applicables aux assujettis qui fournissent des services à des personnes non assujetties, effectuent des ventes à distance de biens et certaines livraisons intérieures de biens
---------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Le 5 décembre 2017, le Conseil a adopté la directive (UE) 2017/2455 (ci-après dénommée la «directive relative à la TVA sur le commerce électronique») portant modification de la directive TVA, qui, entre autres choses:

- élargit le champ d'application du mini-guichet unique à tous les types de services ainsi qu'aux ventes à distance intracommunautaires de biens et aux ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers, faisant du mini-guichet unique un guichet unique;
- introduit des dispositions particulières applicables aux assujettis qui facilitent certaines opérations effectuées par d'autres assujettis par l'utilisation d'une interface électronique telle qu'une place de marché, une plateforme, un portail ou un dispositif similaire.

L'objectif de la présente proposition est de fixer des règles de mise en œuvre détaillées, nécessaires pour soutenir ces modifications de la directive TVA qui s'appliqueront à compter du 1er janvier 2021. Cet objectif est atteint au moyen d'une modification du règlement d'exécution TVA.

COM(2018)819	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 en ce qui concerne les dispositions relatives aux ventes à distance de biens et à certaines livraisons intérieures de biens
---------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

La présente proposition vise à établir les règles supplémentaires nécessaires pour soutenir les modifications apportées à la directive TVA qui s'appliqueront à compter du 1er janvier 2021, dans la mesure où ce soutien ne peut être obtenu par l'intermédiaire des mesures d'exécution prévues dans le règlement d'exécution (UE) n° 282/2011 du Conseil. Cela concerne en particulier les dispositions relatives aux interfaces électroniques qui facilitent les livraisons de biens à des personnes non assujetties dans l'UE effectuées par des assujettis non établis dans l'UE et le régime particulier pour la déclaration et le paiement de la TVA à l'importation lorsque le guichet unique pour les ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers n'est pas utilisé.

COM(2018)817	Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne certaines règles en matière de paiements directs et de soutien au développement rural pour les années 2019 et 2020
---------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

La présente proposition vise à assurer la sécurité et la continuité de l'octroi du soutien aux agriculteurs européens au cours des années 2019 et 2020 en adaptant deux actes législatifs de la politique agricole commune (PAC). En ce qui concerne le développement rural, il est nécessaire d'apporter certaines modifications au règlement (UE) n° 1305/2013 pour assurer la continuité de la politique au cours des dernières années de la période de programmation et garantir un passage en douceur à la prochaine période de programmation. Ces modifications concernent un nouveau calendrier de dégressivité pour la suppression progressive des paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles autres que les zones de montagne et l'utilisation de l'assistance technique du Feader à l'initiative de la Commission pour les actions préparant la mise en œuvre de la future PAC.

En ce qui concerne les paiements directs, certaines dispositions du règlement (UE) n° 1307/2013 ne couvrent pas l'année civile 2020, étant donné que les dépenses se rapportant à l'année civile 2020 sont effectuées au cours de l'exercice 2021, qui est la première année du nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027. Au moment de l'adoption du règlement, il n'a donc pas été possible de prendre des engagements concernant le futur cadre financier pluriannuel. Si le règlement (UE) n° 1307/2013 n'était pas modifié, certains États membres devraient faire face à de graves conséquences financières en ce qui concerne les paiements directs pour l'année civile 2020, qui sortent du cadre des paiements liés au nouveau cadre financier pluriannuel (CFP 2021-2027). Ces États membres seraient confrontés à d'importants changements dans leurs enveloppes dédiées aux paiements directs et au développement rural, avec des effets considérables sur les paiements en faveur des agriculteurs au titre des deux piliers. En outre, d'autres éléments techniques sont ajoutés, car ils facilitent la mise en œuvre de l'actuel cadre législatif.

COM(2018)813	Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement
---------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Le commerce électronique s'est développé rapidement ces dernières années, aidant les consommateurs à acheter des biens et des services en ligne. Les consommateurs ont le choix entre différents fournisseurs, produits et marques. Ils peuvent également payer en ligne dans un environnement fiable à partir de leur ordinateur ou de leur smartphone. Les fournisseurs ont modifié leurs modèles économiques pour tirer parti du commerce électronique et vendre leurs produits aux consommateurs dans le monde entier, sans devoir être présents physiquement au niveau commercial. Or, des entreprises frauduleuses exploitent également cette possibilité pour obtenir un avantage injustifié sur le marché en ne respectant pas leurs obligations en matière de TVA.

L'analyse d'impact jointe à la présente proposition a recensé trois cas principaux de fraude à la TVA dans le cadre du commerce électronique transfrontière:

- i) livraisons de biens et prestations de services intra-UE,
- ii) importations de biens en provenance d'entreprises établies dans un pays tiers ou territoire tiers (c'est-à-dire un pays ou un territoire en dehors de l'UE) à destination de consommateurs dans les États membres, et
- iii) prestations de services à des consommateurs des États membres par des entreprises établies dans un pays tiers.

La présente proposition vise à résoudre le problème de la fraude à la TVA dans le commerce électronique en renforçant la coopération entre les autorités fiscales et les prestataires de services de paiement. Ces dernières années, plus de 90 % des achats en ligne effectués par des clients européens ont été réalisés au moyen de virements, de prélèvements et de paiements par carte, c'est-à-dire par un intermédiaire participant à l'opération¹⁵ (un prestataire de services de paiement), et cette tendance va se poursuivre à l'avenir. Les tiers qui détiennent des informations sur les paiements peuvent donc fournir aux autorités fiscales un tableau complet sur les achats en ligne afin de les aider à s'acquitter correctement de leur tâche consistant à contrôler le respect des obligations en matière de TVA sur les livraisons de biens et les prestations de services en ligne. L'expérience des États membres qui coopèrent déjà avec les prestataires de services de paiement au niveau national a montré que la coopération avec les prestataires de services de paiement produit des résultats tangibles dans la lutte contre la fraude à la TVA dans le commerce électronique. Certains pays tiers utilisent également les informations sur les paiements comme un outil permettant de détecter les opérateurs en infraction, en combinaison avec des régimes de collecte simplifiés comparables au système de l'UE, applicables aux livraisons transfrontières de biens B2C.

COM(2018)800	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Programme de travail de la Commission pour 2019 Tenir nos engagements et préparer l'avenir
---------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Les prochains mois seront déterminants pour notre Union européenne. En mai prochain, les Européens seront appelés à voter à l'occasion des élections au Parlement européen. Comme le président de la Commission l'a souligné dans son discours sur l'état de l'Union le 12 septembre 2018, les décisions qu'ils prendront traduiront leur confiance dans la capacité de l'Union européenne à apporter des solutions aux défis qui ne peuvent être relevés par aucun de nos États membres agissant isolément.

Des défis tels que garantir que le retour de l'Europe à la croissance économique profite réellement à tout le monde, ce qui signifie investir dans les emplois de demain et tirer parti de la transition vers une économie numérique et à faibles émissions de carbone. Des défis liés à la migration, qui, bien qu'ils aient reculé par rapport à la crise des années 2015-2016, nous occuperont encore pendant un certain temps et qui nécessitent des solutions européennes durables. Des défis pour nos sociétés démocratiques, nos valeurs et notre sécurité, découlant des attentats terroristes et des cyberattaques, ainsi que, de plus en plus, des campagnes de désinformation. Des défis découlant d'une situation mondiale de plus en plus instable, dans laquelle la démographie, la concurrence pour les ressources et le changement climatique nécessitent une impulsion partagée en faveur de la durabilité, alors que d'aucuns remettent en cause leur attachement aux institutions et aux règles qui ont façonné l'ordre mondial en bien au cours des 50 dernières années.

Enfin, le présent programme de travail fait progresser la feuille de route pour Sibiu, qui a trouvé un large soutien au sein du Parlement européen et a été prise en compte dans le programme des dirigeants. Le sommet de Sibiu aura lieu lors de la Journée de l'Europe, le 9 mai 2019, six semaines après le Brexit et deux semaines avant les élections européennes. Il s'agira d'un moment décisif lors duquel l'UE à 27 devra façonner son propre avenir pour 2025. Dans cette optique, il est important qu'un accord politique sur la proposition de la Commission relative à un cadre budgétaire plus simple et plus souple à l'avenir soit trouvé avant Sibiu. En outre, la Commission présentera au cours des prochains mois une série de contributions prospectives pour préparer le sommet, afin que les dirigeants de l'UE puissent renouveler la confiance en l'avenir de notre Union à 27.

Les mois restant du mandat actuel seront essentiels pour montrer aux citoyens que nous avons traduit dans les faits notre programme pour l'emploi, la croissance, l'équité et le changement démocratique. Le programme de travail de la Commission pour 2019 présente un programme clair et ciblé permettant d'achever le travail auquel nous nous étions engagés au début du mandat actuel. La Commission continuera de collaborer activement avec le Parlement européen et le Conseil pour mener à bien ce programme grâce à l'adoption et à la mise en œuvre de l'ensemble des propositions qu'elle a présentées. Cet effort européen commun est indispensable si nous voulons montrer aux citoyens que l'Europe peut faire la différence par des actions ciblées et efficaces et des résultats concrets. Le 9 mai, à Sibiu, nous serons aussi en mesure de démontrer que l'Union européenne à 27 possède une perspective d'avenir claire et qu'elle a renforcé les fondements d'une Europe forte, unie et souveraine.

COM(2018)791	Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 1387/2013 portant suspension des droits autonomes du tarif douanier commun sur certains produits agricoles et industriels
---------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Pour assurer un approvisionnement suffisant et continu de certains produits agricoles et industriels dont la production est inadéquate ou inexistante dans l'Union et éviter toute perturbation du marché de certains de ces produits, certains droits autonomes du tarif douanier commun ont été partiellement ou totalement suspendus par le règlement (UE) n° 1387/2013 du Conseil.

Ce règlement est mis à jour tous les six mois afin de satisfaire les besoins de l'industrie de l'Union. La Commission, assistée par le groupe «Économie tarifaire», a procédé à l'examen de l'ensemble des demandes de suspensions tarifaires autonomes qui lui ont été transmises par les États membres.

À la suite de cet examen, la Commission estime que la suspension des droits est justifiée pour certains nouveaux produits qui ne figurent pas actuellement à l'annexe du règlement. Pour certains autres produits, il est nécessaire de modifier les conditions en ce qui concerne : la désignation des marchandises, leur classement, les taux de droit applicables ou l'exigence relative à la destination particulière. Les dates de fin d'application des mesures ont été modifiées conformément aux règles régissant la prolongation. Il est proposé de retirer les produits pour lesquels le maintien d'une suspension tarifaire ne se justifie plus au regard de l'intérêt économique de l'Union.

Pour des raisons de clarté, il est souhaitable de publier une version consolidée de l'annexe du règlement (UE) n° 1387/2013 du Conseil, qui remplacera

l'annexe précédente.

La présente proposition est sans incidence financière sur les dépenses, mais a une incidence financière sur les recettes. Les droits de douane non perçus s'élèvent à un montant total d'environ 36,4 millions d'EUR par an. L'incidence sur les ressources propres traditionnelles du budget s'établit à 29 millions d'EUR par an (soit 80 % du total). La fiche financière législative contient de plus amples informations sur les incidences budgétaires de la proposition.

Cette perte de recettes pour les ressources propres traditionnelles sera compensée par les contributions des États membres à la ressource fondée sur le revenu national brut (RNB).

COM(2018)767	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, À LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Union des marchés des capitaux : il est temps de redoubler d'efforts pour tenir les engagements pris en faveur de l'investissement, de la croissance et d'un renforcement du rôle de l'euro
---------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

L'union des marchés des capitaux est une priorité absolue de l'Union européenne. Dans la perspective du Conseil européen de décembre prochain et du sommet de la zone euro en configuration ouverte, il devient urgent que toutes les parties s'engagent sans réserve à parachever cette union des marchés des capitaux et prennent des mesures en ce sens.

L'Union a besoin de marchés des capitaux bien développés et intégrés pour renforcer et soutenir l'Union économique et monétaire et le rôle international de l'euro. Une mobilité efficiente des capitaux rendra l'économie de l'Union plus forte en favorisant la convergence économique. Elle permettra aux États membres de bénéficier de sources de financement supplémentaires pour investir dans l'emploi et la croissance. Une véritable union des marchés des capitaux améliorera le partage des risques avec le secteur privé et contribuera à atténuer les chocs économiques dans la zone euro et au-delà, en ouvrant aux investisseurs et aux entreprises d'un pays touché par une récession des possibilités d'investissement et de financement dans des pays épargnés.

L'union des marchés des capitaux est essentielle pour rendre l'économie des États membres et de l'Union économique et monétaire plus résiliente et pour favoriser la convergence, préserver la stabilité financière et renforcer le rôle international de l'euro. La Commission invite les colégislateurs à agir dès maintenant, avant les élections du Parlement européen de 2019, pour mettre en place l'ensemble des principaux éléments constitutifs de l'union des marchés des capitaux et ainsi la parachever.

Le Conseil européen est invité à renouveler son engagement en faveur de la mise en place de l'union des marchés des capitaux et à approuver les efforts en ce sens, qui sont essentiels non seulement pour l'Union économique et monétaire et l'union bancaire mais aussi pour le marché unique.

Parallèlement au programme de réformes législatives, la Commission est également déterminée à mettre en œuvre les mesures non législatives restantes parmi celles annoncées dans le cadre de l'examen à mi-parcours de l'union des marchés des capitaux. Ces mesures, qui concernent des domaines aussi importants que la distribution des produits d'investissement de détail, l'investissement institutionnel, le financement des entreprises pour les créateurs d'entreprise et les start-up et l'amélioration de l'utilisation des technologies financières, contribueront de manière décisive à l'émergence de marchés des capitaux liquides et profonds.

COM(2018)706	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL L'application des règles de concurrence de l'Union au secteur agricole
---------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Conformément à l'article 225, point d), du règlement (UE) n° 1308/2013 (ci-après le «règlement OCM»), la Commission présente au Parlement européen et au Conseil, au plus tard le 31 décembre 2017, un rapport sur l'application des règles de concurrence au secteur agricole, en accordant une attention particulière à l'application des articles 209 et 210, et des articles 169, 170 et 171 du règlement OCM.

Ce rapport est fondé sur les informations transmises par les autorités nationales de concurrence (ci-après les «ANC»), les États membres et les organisations privées à la Commission, sur les études réalisées par la Commission européenne sur les organisations de producteurs des secteurs de l'huile d'olive, des grandes cultures et de la viande bovine (2017) et sur les organisations interprofessionnelles (2016).

Le «secteur agricole» couvre les produits visés à l'article 1er, paragraphe 2, et à l'annexe I, du règlement OCM.

Le présent rapport porte sur la période du 1er janvier 2014 à mi-2017 pour ce qui concerne les dérogations aux règles de concurrence du règlement OCM, et du 1er janvier 2012 à mi-2017 pour la description des enquêtes antitrust (ci-après la «période»). Le document de travail des services de la Commission apporte des informations complémentaires sur ces dérogations et sur les enquêtes antitrust.

COM(2018)703	COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Les principes de subsidiarité et de proportionnalité : renforcer leur rôle dans l'élaboration des politiques de l'Union
---------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Cette Commission se concentre sur les questions qui comptent réellement. Elle a placé l'élaboration de politiques reposant sur des données probantes et l'amélioration de la réglementation au cœur de son action. Elle a proposé des programmes de travail allégés, centrés sur les dix priorités du président Juncker. Cette Commission a mis l'accent sur la nécessité d'être visible sur les grands enjeux et modeste pour le reste.

La subsidiarité et la proportionnalité sont des éléments fondamentaux du programme pour une meilleure réglementation sur lequel la Commission se fonde pour élaborer ses propositions d'action. Cette Commission a investi énormément dans l'amélioration de la réglementation et celle-ci fait désormais partie de son ADN. Les enseignements tirés de l'expérience acquise et les avis des parties prenantes et de la société civile ont été résolument placés au centre du processus de conception des politiques précédant la proposition de nouvelles législations. Les efforts de la Commission ont été récemment reconnus par l'OCDE, qui place désormais la Commission parmi les acteurs qui obtiennent les meilleurs résultats en matière de bonnes pratiques réglementaires. Nous ne nous reposons toutefois pas sur nos lauriers. La Commission est en train de dresser le bilan de l'ensemble de réformes portant sur la totalité du cycle d'élaboration des politiques qu'elle a introduit en mai 2015. Ces réformes avaient pour objectif de renforcer l'ouverture et la transparence du processus décisionnel de l'Union, d'améliorer la qualité des nouvelles législations grâce à de meilleures analyses d'impact pour les projets d'actes législatifs et les modifications proposées, et de promouvoir un réexamen permanent et cohérent de la législation existante de l'Union. Pour dresser ce bilan, l'accent sera mis sur les moyens de perfectionner et d'encore renforcer notre politique d'amélioration de la réglementation, notamment en ce qui concerne le traitement de la subsidiarité et de la proportionnalité.

Le principe de subsidiarité est au cœur de l'action de l'Union. Au moyen des traités, les États membres ont conféré certaines compétences à l'Union et le principe de subsidiarité régit la manière dont ces compétences sont utilisées. Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si les objectifs poursuivis ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union.

À la suite des prochaines élections européennes et de la désignation de la prochaine Commission, le Parlement européen, le Conseil et la Commission échangeront leurs vues et se décideront sur les objectifs et priorités stratégiques. La Commission attend avec intérêt de pouvoir débattre des modalités de cet échange de vues en temps opportun dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer» par les trois institutions.

JOIN(2018)28	COMMUNICATION CONJOINTE AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Éléments d'une stratégie de l'UE pour l'Inde
---------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------

L'Union européenne (UE) et l'Inde ont conclu un partenariat stratégique en 2004. Au fil des ans, leurs points communs sont devenus de plus en plus nombreux.

Dans un contexte régional et international difficile, l'UE et l'Inde partagent les valeurs de la démocratie, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et soutiennent l'ordre mondial fondé sur des règles et centré sur le multilatéralisme. Toutes deux représentent des «unions de la diversité» et leur prospérité et leur développement durable réciproques sont pour elles un enjeu majeur. L'Inde maintient une croissance économique constante, une évolution démographique forte et une dynamique ambitieuse de modernisation. L'Inde s'engage sur les questions internationales, use de son pouvoir de conviction et met en place des partenariats diversifiés. L'UE est le projet d'intégration régionale le plus abouti au monde et constitue une puissance normative et de stabilisation. Elle a consolidé son marché unique et sa politique étrangère et de sécurité, tout en réalisant de grandes avancées sur le plan de sa politique de défense européenne commune. Ces dernières années, l'UE a conforté son rôle d'acteur économique et politique important en Asie en développant de solides relations bilatérales avec des partenaires stratégiques, des pays d'Asie centrale, de l'Est, du Sud et du Sud-Est, ainsi qu'avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). L'UE élabore, de manière proactive, sa propre stratégie «Relier l'Europe à l'Asie» et renforce ses engagements en matière de politique de sécurité dans la région, tout en maintenant une approche régionale forte au sein du dialogue Europe-Asie (ASEM). Dans ce contexte, il est dans l'intérêt de l'UE de renforcer ses liens politiques et économiques, ainsi que sa coopération en matière de politique de sécurité et de défense avec l'Inde, un poids lourd sur le continent asiatique et une puissance mondiale émergente. Un partenariat solide avec l'Inde est essentiel pour une politique de l'UE équilibrée vis-à-vis de l'Asie dans son ensemble.

La présente communication conjointe propose les éléments d'une stratégie de l'UE portant sur les 10 à 15 prochaines années, s'appuyant sur la dernière communication de la Commission sur l'Inde de 2004 et reflétant les recommandations du Parlement européen dans sa résolution de 2017 sur les relations politiques avec l'Inde

Les relations entre l'UE et l'Inde sont actuellement régies par l'accord de coopération UE-Inde de 1994. Pour être à la hauteur des ambitions présentées dans la présente communication conjointe et en mesure de relever les défis mondiaux actuels, l'UE et l'Inde devraient envisager la négociation d'un accord de partenariat stratégique plus large. Le Conseil et le Parlement européen sont invités à soutenir les actions présentées dans la présente communication conjointe.